L'exemple omanais

Le petit sultanat d'Oman, réputé pour sa neutralité et sa modération, est-il en passe de changer de camp ?

Dina Esfandiary et Ariane M. Tabatabai, deux chercheuses au *Foreign Affairs*, pensent pouvoir déceler un rapprochement inédit du sultanat d'Oman avec le royaume d'Arabie Saoudite et donc un fléchissement de ses positions antérieures (*).

Se référant à de récents développements, elles enregistrent le ralliement surprise d'Oman à la coalition menée par les Saoudiens pour «combattre des groupes terroristes, y compris l'État islamique (ISIS)», après une longue période de tensions résultant de l'étroitesse des liens de Mascate avec l'Iran et «son refus de se joindre à plusieurs arrangements et efforts de sécurité essentiels du Golfe».

«La décision de Mascate d'adhérer à l'Alliance militaire islamique - IMAFT de Riyad pour lutter contre le terrorisme (elle a été créée en décembre 2015) a été lue comme un signe qu'Oman était prêt à se rapprocher politiquement, militairement et économiquement de son voisin de l'Ouest et que l'Arabie Saoudite reprenait en main la région.»

Pour rappel, l'IMAFT regroupe 40 pays musulmans, mais exclut deux pays majoritairement chiites de la région, l'Iran et l'Irak. A la naissance de l'Alliance, Oman a refusé d'y adhérer afin de maintenir une «politique étrangère traditionnellement indépendante et de ne pas bouleverser le statu quo avec l'Iran».

L'étude impute le revirement omanais à l'impuissance dans laquelle se trouve Mascate pour tirer les dividendes de la levée des sanctions économiques contre Téhéran et de sa réintégration dans les circuits internationaux après l'accord nucléaire de 2015. En favorisant les entreprises de l'Union européenne, Téhéran a rejeté aux calendes grecques un certain nombre de projets conjoints avec Mascate, y compris le gazoduc Oman-Iran dont l'accord signé en 2013, prévoyait l'importation par l'Iran de 28 millions de mètres cubes de gaz en 2015 ; ce pipeline sous-marin de 1 400 km s'étirant jusqu'aux côtes indiennes devrait traverser le Pakistan, l'Iran et l'Inde et ses travaux devraient s'achever en 2017.

Le sultanat d'Oman n'est pas pour autant totalement sacrifié sur l'autel du rapprochement irano-occidental. Il demeure un partenaire politique et économique de premier plan pour l'Iran. Entre 2012 et 2013, le commerce bilatéral d'Oman avec ce dernier avait augmenté d'environ 70%, atteignant 873 millions de dollars. À la fin de 2015, ce chiffre dépassait le milliard de dollars. Oman a également accueilli les investissements iraniens directs dans un complexe hospitalier et une usine de nanotechnologie, tous deux destinés à diversifier l'économie du pays ; alors que le constructeur automobile iranien Khodro a annoncé en mars 2016 la création d'une entreprise commune de 200 millions de dollars.

L'économie d'Oman est fortement dépendante du pétrole. Sa compagnie nationale Petroleum Development of Oman (PDO) produit environ 600 000 barils par jour. Le pays dispose d'une raffinerie et a inauguré en 2005 l'exploitation des réserves de gaz confiée à la compagnie nationale Oman LNG.

Plus de 65 % du PIB dépend de l'extraction du pétrole, viennent ensuite le tourisme (région de Mascate et Salalah) et l'agriculture (autour de la ville de Sohar.

La population - un peu plus de quatre millions d'habitants - est à majorité ibadite, avec quelques villages au nord-ouest à majorité chiite et une petite communauté d'immigrés d'origine indienne qui pratiquent librement l'hindouisme.

Pour diversifier son économie, Oman a entrepris la construction d'une usine d'aluminium basée à Sohar ; il investit dans les semi-conducteurs et la robotique, consolide ses acquis dans les mines de cuivre et de marbre, les infrastructures portuaires...

Au-delà de la percée iranienne, les Etats membres du CCG restent toutefois le principal débouché pour les produits omanais. Jusqu'en 2010, la part de ces Etats dans l'ensemble des investissements étrangers directs à Oman était d'environ 25% ; si l'on ajoute le pétrole et le gaz, ce chiffre atteint 50%.

Au-delà du volet économique, c'est au plan sécuritaire que s'expriment les désaccords les plus manifestes. Alors que Téhéran s'oppose à l'implication occidentale dans la région, Mascate, comme ses alliés du CCG, s'appuie sur des puissances étrangères pour leur venir en aide en matière de sécurité.

Pragmatique, le petit sultanat joue donc sur les deux tableaux et ne veut s'aliéner aucune partie. Affichant une politique étrangère «neutre et indépendante», il se drape souvent du costume de médiateur. Pendant la guerre Iran-Irak, Oman qui était le seul État arabe du Golfe à préserver ses relations avec l'Iran est intervenu comme facilitateur de l'accord de cessez-le-feu entre les deux belligérants. «En 2010 et 2011, Oman a négocié et facilité la libération des trois randonneurs américains détenus en Iran, et en 2012, il a accueilli tranquillement les premières discussions bilatérales de haut niveau entre l'Iran et les États-Unis, ce qui a mené à la négociation nucléaire», rappelle l'étude. Les choses étant plus complexes qu'elles ne paraissent, les récents réajustements sont finalement perçus comme «une prolongation de la stratégie de l'équilibre entre l'Arabie Saoudite et l'Iran qui dure depuis des décennies».

A. B.

Par Ammar Belhimer
ammarbelhimer@hotmail.fr

(*) Dina Esfandiary and Ariane M. Tabatabai, «Scent of an Oman. The Sultanate Moves Toward the Saudis», Foreign Affairs, 17 janvier 2017
https://www.foreignaffairs.com

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Un poil dans le creux de la main !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@laalamhakimus

Un squelette de terroriste abattu il y a quelques années déjà retrouvé dans une forêt à Aïn-Defla. Témoignages recueillis sur place de plusieurs …

…vers de terre : «C'était pas bon !»

La tentation islamiste ! Tu penses qu'elle s'est éloignée. Qu'elle a été énergiquement écartée, poussée loin du Palais. Et puis tes narines se remplissent à nouveau de ses relents putrides qui la caractérisent tant. Le deal avec les Frères à poils. T'as beau te pincer en marmonnant qu'on «ne va tout de même pas refaire cette année, pour ces législatives, les petits commerces faits les autres fois, les autres années ?» Tu essaies de raisonner de manière claire en te répétant à haute voix que ce sont justement ces «arrangements mortifères» qui nous ont presque tués dans les années 80 et 90, et suivantes. Pourtant, ces négoces de bazar électoral reviennent et reviennent encore. L'islamisme politique n'est toujours pas dégagé en tant qu'activité parasitaire, illégale au regard de la loi qui interdit la religion dans le registre de commerce des partis. Je pensais sincèrement qu'au même titre que les «gardiens de parkings sauvages», que les «vendeurs ambulants» ou que la pratique du cageot pour réserver un bout de trottoir à fructifier, l'islamisme politique allait être une bonne fois pour toutes éradiqué. Non ! Ni les «parkingueurs» ! Ni les «sans-registres de commerce». Ni les cageots. Et surtout pas les Frères de la Sainte Alliance Verte. Pis ! On deale avec eux l'«outrepassage» des lois, le non-respect des seuils pourtant stipulés dans ce qu'il y a de plus sacré, la loi algérienne, et on leur promet tout, pourvu qu'ils viennent parader en avril ou en mai, qu'ils fassent tapisserie et encens dans les écoles et autres centres de vote. Tout cela, tous ces errements et ces compagnonnages avec la peste n'auront donc servi à rien. Ni les bilans terribles en vies humaines, conséquence directe des largesses aux Frères, ni une école qu'ils ont investie et sinistrée en force, ni une économie spéculative dans laquelle ils lessivent tout ce qui peut encore être lessivé de la rapine, des faux barrages et des convois de fonds explosés, rien de tout cela n'a visiblement servi de leçon. Nous les réinvitons une fois de plus à la cérémonie du gâteau. Une cérémonie à laquelle ils ont toujours été prêts, le couteau juste rangé sous le beau costume ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.